

A une autre plainte de Jonas, « que ce n'était pas par son intermédiaire que se faisaient toutes les communications du gouvernement luxembourgeois avec le gouvernement français », il reçut la réponse suivante (4. 9. 1870) : « Je puis vous assurer que si les usages dont vous parlez existent ils ne sont pas observés par les divers gouvernements envers le Grand-Duché. Le gouvernement français me fait parvenir également ses communications tantôt directement tantôt par le consul tantôt par le ministre de la France à La Haye tantôt par vous. Il est évident que lorsque j'ai une réponse à faire je l'adresse à la personne qui a agi au nom du gouvernement auquel elle est destinée.

... Vous pouvez être certain, Monsieur, que de quelle que manière que j'agisse je n'ai en vue que le but à atteindre, et que vous n'êtes pas moins que M. FOEHR (chargé d'affaires luxembourgeois à Berlin) informé de toutes les circonstances qu'il vous importe de connaître ... »

La fin de la lettre de Servais vaut aussi d'être retenue :

« Que va-t'on faire à Paris ? Il n'y a qu'une chance de salut : Proclamer la république et faire la paix. Il est impossible qu'on puisse résister aux masses des troupes prussiennes qui ont pénétré sur le territoire français. Les armées qu'on organise en France ne sont ni assez nombreuses ni assez bien exercées pour lutter contre les troupes qui font prisonnières des armées entières très vaillantes. L'on s'attend ici a de graves nouvelles de Paris ». (70)

Michel Jonas, qui avait sa résidence à Paris à l'Hôtel des Capucines, 37 bld des Capucines, quitta Paris le 10. 9. 1870 en compagnie de son ami WEBER, par le dernier train en direction de Bruxelles.

Rentré à Luxembourg, Michel Jonas, comme tout bourgeois qui se respectait, se mit à la disposition du Comité de secours. C'est en sa qualité de membre du Bureau de bienfaisance qu'il prit part à la 14^{me} expédition qui partait à Metz le 28. 10. 1870, c'est-à-dire dès le lendemain de la reddition de cette place.

La colonne de 7 voitures dirigée par Gustave METZ, le notaire Jacques GRAAS, l'infatigable Michel KREMER et Michel Jonas, transportait 11.700 livres de pain, 2150 livres de viande fraîche, 1800 livres de sel, 1500 livres de farine, 2000 livres de riz, 307 livres de café grillé, pour 1800 francs de légumes frais etc., etc.,. (70 bis)

Le ministre de Belgique à Paris, le baron BEYENS, ayant refusé de se charger lui-même des intérêts luxembourgeois, il marqua toutefois son accord à ce que son chancelier Eugène BASTIN, s'occupât des sujets luxembourgeois qui pouvaient avoir besoin de secours. (71) Cette attitude semble bizarre, mais elle s'explique quand on veut se rappeler l'imbroglio qui persistait dans la question de la représentation du Grand-Duché à l'étranger. En bref, rien ne saurait mieux expliquer le